Je vois que mon temps de parole est écoulé. Je conclus donc sur ces mots: cette privatisation est une très mauvaise affaire et je ne peux faire autrement que de m'y opposer.

La vice-présidente (Mme Champagne): Comme il est 14 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des mesures d'initiative parlementaire figurant au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

• (1400)

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— PROJETS DE LOI

[Traduction]

LA LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

MESURE MODIFICATIVE

M. Dan Heap (Spadina) propose: Que le projet de loi C243, tendant à modifier la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (industrie du vêtement), soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

—Madame la Présidente, je suis particulièrement content de pouvoir présenter cette mesure qui est l'aboutissement de longues heures d'étude et de bien des efforts de la part d'hommes et de femmes qui s'intéressent beaucoup à notre industrie du vêtement. Je parle autant des entreprises membres de l'Institut canadien des manufacturiers du vêtement qui appuient ce projet de loi que de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames qui représente des dizaines de milliers de travailleurs en Ontario, autant au Québec et dans le reste du pays. En tant que patronat et syndicat, il y a évidemment des choses sur lesquelles ils ne s'entendent pas, mais ils sont d'accord sur cette proposition, car ils veulent assurer la survie de l'industrie canadienne du vêtement. C'est une proposition qu'ils ont soumise au Parlement. Ils en ont envoyé copie à tous les députés. J'espère que tous les députés ici présents appuieront à la fin de cette heure le renvoi de ce projet de loi au comité pour un examen plus approfondi.

Les manufacturiers et les syndicats approuvent ce projet de loi, mais ils m'ont signalé des détails à modifier et ils tiennent beaucoup à comparaître devant le comité parlementaire qui examinera ce projet de loi.

Ce projet de loi vise en fait à réglementer l'importation de vêtements au Canada. C'est ce qui ressort des notes explicatives, qui se lisent comme suit:

Étant donné que des mesures de protection de l'industrie du vêtement seraient avantageuses pour le Canada, ce projet de loi vise à imposer des quotas d'importation de vêtements pour encourager les Canadiens et les non-Canadiens à faire des investissements qui contribueraient à la croissance de l'économie et des possibilités d'emploi au Canada.

Autrement dit, le projet de loi vise à renforcer l'investissement dans l'industrie canadienne du vêtement et à en favoriser la modernisation. A moins que le climat de notre pays ne se réchauffe beaucoup, il faut maintenir ici une industrie du vêtement.

Comme on peut le lire à l'article 2 du projet de loi, il y a trois propositions principales. La première veut que, outre les

Licences d'exportation et importation—Loi

licences déjà délivrées à une date fixée dans la loi, on ne délivre pas de nouvelles licences d'importation aux entreprises qui se consacrent uniquement à l'importation. Les nouvelles licences d'importation seraient délivrées aux manufacturiers en proportion de l'accroissement de leur production au Canada. La première fois que j'ai entendu parler de cela, je suis resté perplexe. Puis on m'a expliqué que les manufacturiers y trouvent déjà leur compte. Un fabricant de chemises peut acheter des chemises à l'étranger afin d'offrir aux magasins Eaton, La Baie, Sears et autres un éventail de modèles plus vaste que ce qu'il peut fabriquer lui-même au Canada. On se propose donc d'établir cette pratique, de la reconnaître et de l'encourager dans la loi pour permettre aux fabricants de bénéficier des importations, à la condition qu'ils augmentent en conséquence leur production au Canada.

Au paragraphe 2(8) figure une mise en garde voulant que ces dispositions ne s'appliquent pas aux importations en provenance des États-Unis ou du Marché commun. La raison en est très simple. Depuis une dizaine d'années, l'industrie canadienne du vêtement a jugé nécessaire, au même titre que ses contreparties aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, de se protéger contre les importations de vêtements provenant de pays où les salaires et les conditions de travail sont vraiment à déplorer. La notion de concurrence, même au sens où on l'entend dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ne signifie pas qu'un pays doit être à la merci des autres. Autrement dit, le GATT nous permet de défendre notre industrie lorsque celle-ci est aussi prise à partie qu'à l'heure actuelle.

J'ai reçu, à l'appui de ce projet de loi, une lettre de l'Institut canadien des manufacturiers du vêtement en date du 20 avril et que j'ai d'ailleurs sous les yeux. On y fait valoir que l'industrie emploie quelque 113 000 personnes dans des centres comme Montréal ou Winnipeg et qu'elle y est responsable dans une proportion de 18 et de 17 p. 100 respectivement de la fabrication des vêtements dans ces villes. Voici ce que m'écrit l'Institut à ce sujet:

Toutefois, notre industrie est assujettie à d'énormes pressions en raison des importations qui accaparent à l'heure actuelle 43 p. 100 du marché canadien.

Au début des années 1980, les importations n'accaparaient que 31 p. 100 du marché canadien, alors que, à l'heure actuelle, elles se sont éparées de 43 p. 100 de ce marché. Voilà ce que nous avons perdu. Les porte-parole de ce secteur souhaitent que nous mettions fin à cette hémorragie. Je poursuis la lecture de la lettre:

A l'heure actuelle, 90 p. 100 des vêtements importés ont été fabriqués dans des pays où les coûts sont moindres et dans des pays membres de l'Arrangement multifibres (en vertu du GATT). Cet accord international permet aux pays exportateurs de contrôler les quotas canadiens sur leur territoire. La part de l'industrie canadienne du marché national décroît régulièrement depuis un certain temps. Depuis une dizaine d'années, les expéditions canadiennes ont diminué de 5 p. 100 en moyenne et de nombreux emplois ont disparu.

Je le répète, il s'agit de pays où les salaires sont extrêmement bas, et souvent inférieurs au dixième du salaire versé ailleurs, et où les conditions ouvrières et environnementales ne seraient tolérées nulle part, ni au Canada, ni en Europe de l'Ouest, ni aux États-Unis. On ajoute: